



Enlazando Alternativas 2

ENCUENTRO SOCIAL
América Latina, Europa y el Caribe

Convocation pour Vienne 2006

Pour la quatrième fois, en mai 2006, se réunira à Vienne le Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernements d'Amérique latine, Caraïbe et de l'Union Européenne (UE), marque de l'expression politique des relations entre les deux continents. Parallèlement à la réunion officielle, les mouvements sociaux et les organisations non gouvernementales d'Europe, d'Amérique latine et des Caraïbes organiseront une rencontre des alternatives, dénommée **“Enlazando Alternativas 2”**.

L'Europe a une dette historique avec l'Amérique latine et les Caraïbes. Plus de trois siècles d'exploitation coloniale ne signifient pas seulement le génocide de plusieurs peuples indigènes, mais aussi la spoliation de richesses du continent. Malgré les innombrables luttes et mouvements de résistance qui ont marqué l'histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes, la souveraineté des peuples et des Etats nationaux se trouve plus en difficulté que jamais. Pire même, les processus de démocratisation relative auxquels nous assistons dans le « Nouveau Continent » sont extrêmement fragiles et clairement insuffisants. En Amérique latine et Caraïbes, les majorités continuent à être soumises à la pauvreté et les peuples continuent d'être victimes de la marginalisation, la spoliation et la répression. Alors que la « justice » ignore les crimes des puissants, la mobilisation et la protestation sociale sont criminalisées. Cette réalité est fortement liée à une histoire dominée par le Nord, et où les gouvernements européens – ainsi que les Etats-Unis – ont une énorme responsabilité concernant les relations de dépendance qu'ils ont promues, à de nombreuses reprises avec la complicité des gouvernements locaux. Aujourd'hui, la relation de dépendance se poursuit sous les formes de relations bi régionales ou bilatérales, qui garantissent la liberté d'investissement, de commerce et de flux financiers, alors que les droits humains et les valeurs démocratiques, estampillés dans les déclarations officielles, sont de simples discours de bonnes intentions.

L'Union européenne pour sa part, un an après l'adhésion de 10 nouveaux états en tant que membres de plein droit, traverse la pire crise politique depuis son origine en 1956. Le processus d'adhésion de ces pays a été une occasion ratée pour réorienter le projet politique de l'UE en faveur d'une perspective véritablement sociale, solidaire et pour réaffirmer la protection fondamentale des droits des migrants et des réfugiés. La priorité des dirigeants politiques a été clairement de graver les intérêts commerciaux et financiers dans le projet de traité constitutionnel soumis depuis quelques mois à l'approbation des Etats membres. Le vote populaire des référendums français et hollandais contre le projet de traité constitutionnel et en faveur d'une Autre Europe montre la distance énorme qui existe entre les espérances populaires et le modèle de développement que l'UE impulse pour elle même et dans ses relations avec les autres. Devant l'échec du oui aux référendums, les dirigeants politiques européens se trouvent maintenant sans projet de rechange. Malgré cela, poursuivant dans la même optique de politique néolibérale fixés par les “objectifs de Lisbonne”, ils continuent à vouloir imposer une série de directives à caractère économique et, qui si elles étaient acceptées, aggraverait bien plus la crise dans le “vieux continent”.

Dérégulation, privatisation et libre échange sont les préceptes néolibéraux imposant un “modèle de développement” qui dépouille l'Etat de sa fonction sociale le limitant à une fonction policière et répressive. Alors que le modèle s'est généralisé sur les deux continents, en Amérique latine et Caraïbe, la conséquence, pour de nombreux secteurs de la population, est la privatisation de certains droits humains essentiels : l'accès à l'eau, à l'éducation, au travail, à l'alimentation et à la santé, dont l'impact le plus grave s'exerce sur les femmes et les enfants. En même temps, d'innombrables ressources naturelles, sources d'énergie et de vie ont été exposées à la rapacité des grandes corporations multinationales. Les gagnants de ce processus sont – en plus des entreprises étatsuniennes – les transnationales européennes, qui viennent bénéficier aussi bien des privatisations des services publics (en particulier l'eau), comme de secteurs “libérés” comme les banques, l'énergie, les ressources naturelles et les télécommunications.

Lors de la dernière décennie, tant l'UE, comme la majorité des gouvernements latino-américains ont impulsé des accords birégionaux et bilatéraux qui donnent une couverture juridique aux actions des multinationales. Bien que ces accords comprennent des chapitres de coopération et de développement, ceux-ci ont été bâtis en fonction des priorités des multinationales européennes et sont subordonnés aux engagements commerciaux. C'est particulièrement le cas des accords entre l'UE et le Mexique, l'UE et le Chili, et le Mercosur, qui incorporent des règles sur les investissements, la propriété intellectuelle, les services et le libre échange en général. L'introduction de ces normes engendre la relégation au second plan des lois nationale, tout en promouvant la compétition effrénée entre salariés en vue d'une plus grande compétitivité. Un cas exemplaire: les accords de “Dialogue politique et coopération” signés à Rome le 15 décembre 2003

entre l'UE et la Communauté Andine et l'UE et l'Amérique Centrale, où l'on élimine la reconnaissance des asymétries. Alors que "le commerce à la place de l'aide", "le dialogue politique", et "la coopération" sont les formules avec lesquelles l'UE prétend imposer son "capitalisme à visage humain". Cependant, derrière cette rhétorique de la promotion du "développement durable", la défense des Droits Humains et la coopération internationale, se cachent des intérêts d'entreprises européennes et de grands groupes exportateurs en AL, qui influent sur les négociations, spécialement dans le secteur de l'agriculture, des services et des investissements.

En réponse à cette situation, les mouvements sociaux et des organisations de la société civile d'Amérique latine, Caraïbe et d'Europe résistent à l'avancée du néolibéralisme tant au niveau de chaque région que dans le cadre de la relation inégale qui s'impose à travers les accords signés ou en cours de négociation. Cette mobilisation, qui affronte les recettes de l'exclusion, se développe depuis plusieurs années en Europe et en AL et principalement depuis mai 2004, lorsque se tintent les premières Rencontres Sociales "**Enlazando Alternativas**" à Guadalajara, au Mexique, réunissant des groupes issus des deux continents en une résistance "bi régionale" au modèle d'approfondissement des inégalités et des injustices qui pèse sur les peuples des deux régions.

Depuis lors et d'ici le Sommet Europe-Amérique Latine de Vienne en mai 2006, la plupart des pays d'Amérique latine auront renouvelé leurs gouvernements et l'Union européenne aura intégré ses nouveaux états membres. Sans un changement radical de l'orientation politique, économique et social, la crise qui secoue actuellement de façon différente l'un ou l'autre des continents ne peut que s'approfondir.

En fonction de ce qui a été dit précédemment et comme nous le disons depuis deux ans, nous sommes convaincus qu'il est nécessaire de chercher des convergences solidaires entre les peuples d'Amérique latine et d'Europe pour :

- **Construire un espace politique et de mobilisation bi régional** qui réunit des réseaux sociaux, des organisations non gouvernementales, des organisations de solidarité, des mouvements alter mondialistes, des syndicats et des chômeurs, des Sans Terre, des organisations politiques, environnementales, féministes, indigènes, paysannes, estudiantines, artistiques, intellectuelles, de femmes et d'hommes des deux continents ; qui unit les luttes actuelles, les résistances populaires émergentes et les visions alternatives, et qui rende visible le mécontentement social comme une forme publique de pression populaire.
- **Résister face aux politiques néolibérales appliquées dans les deux continents** et en particulier les politiques des entreprises et des gouvernements européens qui affectent l'Amérique Latine et les Caraïbes, comme l'offensive que préparent les gouvernements de l'UE pour supprimer les principales conquêtes sociales du vieux continent. Résistance qui se matérialise en exigeant des gouvernements le respect des droits humains considérés intégralement (civils, politiques, sociaux, économiques, culturels et droits collectifs à un environnement sain), de la paix, de l'autodétermination et de la souveraineté, comme l'établit par la Déclaration de l'Assemblée Général des Nations Unies de 1986, qui revendique le droit du développement comme un droit humain.
- **Créer un agenda positif** avec des projets et des alternatives communes.
- **Faire en sorte d'avoir une participation ample des mouvements sociaux** et arriver à faire un travail conjoint entre les deux régions. Diffuser les thèmes qui seront discutés dans le Sommet officiel et générer une voix critique la plus large possible avec des propositions d'alternatives.
- **Promouvoir des espaces conjoints d'analyse sur les relations UE- ALC**, en particulier sur le comportement des multinationales et organiser un Tribunal des Peuples sur les Transnationales qui indiquent comment dépasser l'impunité avec laquelle agissent ces dernières.

A Vienne, en mai 2006, pendant quatre jours, non seulement les accords entre l'UE et l'Amérique latine, les politiques de développement et le militarisme des deux continents seront discutés, mais ce Tribunal des Peuples s'organisera pour mettre en accusation le fonctionnement du système de pouvoir des transnationales européennes tant en Amérique latine comme au sein de la propre Europe.

Pour conclure cet évènement, aura lieu le 13 mai 2006 une manifestation qui exposera devant le monde *l'Unité dans la Diversité* des luttes sociales, politiques, féministes, écologiques et anti-raciales en Amérique Latine et en Europe.

Les organisateurs du contre Sommet "**Enlazando Alternativas 2**" ci dessous signataires, invitent tous ceux qui sympathisent et/ou participent à des réseaux et mouvements de la société civile à se rendre à Vienne pour participer de façon active et solidaire aux discussions sur une nouvelle alliance transatlantique, basée sur la paix, la démocratie participative, la justice sociale, les Droits Humains et le droit à l'autodétermination des peuples.

"**Enlazando Alternativas 2**" fait partie d'un processus plus ample de mobilisation populaire qui inclut, entre autres, le Sommet des Peuples à Mar de la Plata, en novembre 2005 en Argentine, le *Forum Social de Caracas* en janvier 2006 et le *Forum Social Européen* à Athènes en avril 2006.

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE!
Nous allons le construire ensemble

Septembre 2005